

République de Haute-Volta

**Centre Voltaïque de la
Recherche Scientifique**

**Institut National de la Statistique
et de la Démographie**

Les migrations voltaïques

Tome VI. Opinions sur le phénomène migratoire

Sidiki Coulibaly, Joel Gregory et Victor Piché

Tome VII. Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de migration

Sidiki Coulibaly, Joel Gregory et Victor Piché

Tome VIII. Appréciation collective du phénomène migratoire

Sidiki Coulibaly, Denise Desrosiers, Joel Gregory et Victor Piché

République de Haute-Volta

Centre Voltaïque de la
Recherche Scientifique

Institut National de la Statistique
et de la Démographie

Les migrations voltaïques

Tome VI. Opinions sur le phénomène migratoire

Sidiki Coulibaly, Joel Gregory et Victor Piché

Tome VII. Opinions sur le rôle du gouvernement en
matière de migration

Sidiki Coulibaly, Joel Gregory et Victor Piché

Tome VIII. Appréciation collective
du phénomène migratoire

Sidiki Coulibaly, Denise Desrosiers, Joel Gregory
et Victor Piché

Titres des neuf tomes constituant l'étude complète sur
Les migrations voltaïques

- I Importance et ambivalence de la migration voltaïque*
- II Méthodologie
- III Mesure de la migration, 1969-1973
- IV Caractéristiques des migrants et des non-migrants
- V Motifs de la migration
- VI Opinions sur le phénomène migratoire
- VII Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de migration
- VIII Appréciation collective du phénomène migratoire
- IX Présentation des zones d'enquête

*(Le tome I a été publié sous forme de monographie (IDRC-147f).)

Pour tout renseignement sur l'ouvrage complet, s'adresser aux institutions suivantes :

Centre Voltaïque de la
Recherche Scientifique
Adresse postale :
B.P. 7047
Ouagadougou (Haute-Volta)

Institut National de la Statistique
et de la Démographie
Adresse postale :
B.P. 374
Ouagadougou (Haute-Volta)

REMERCIEMENTS

L'Enquête nationale sur les mouvements migratoires en Haute-Volta est financée par le Gouvernement de la Haute-Volta et par le Centre de Recherches pour le Développement International (Ottawa, Canada).

Les co-directeurs de l'étude sont Georges Sanogoh, directeur de l'Institut national de la Statistique et de la Démographie, et Marcel Poussi, directeur du Centre Voltaïque de la Recherche Scientifique. Le coordinateur du projet est Sidiki P. Coulibaly.

Le Gouvernement Voltaïque remercie le Centre de Recherches pour le Développement International d'avoir mis à sa disposition une partie des moyens financiers nécessaires à la réalisation de cette recherche. Il remercie aussi l'équipe du Département de Démographie de l'Université de Montréal, à Montréal, Canada, qui a analysé les données de l'enquête et spécialement les professeurs Joel Gregory et Victor Fiché, qui ont été consultants pour le projet d'étude et qui ont dirigé l'équipe d'analyse. Il remercie également le Département de Démographie de l'Université de Montréal pour l'aide technique, scientifique et administrative donnée à l'équipe chargée de l'analyse.

AVANT-PROPOS

Ces tomes sont le sixième, le septième et le huitième d'une série de neuf qui présentent les résultats de l'Enquête Nationale sur les mouvements migratoires en Haute-Volta. Les travaux sur le terrain se sont déroulés en deux étapes: la première en 1974 concernait les zones urbaines (sauf Ouagadougou); la deuxième en 1975 portait sur les zones rurales (plus Ouagadougou). L'enquête a été réalisée par le Centre Voltaïque de la Recherche Scientifique (C.V.R.S.) et l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (I.N.S.D.). Le financement a été assuré par le Gouvernement voltaïque et le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada.

Le rapport dans son ensemble revêt un caractère essentiellement descriptif. Les informations sont présentées et analysées de façon à maximiser la disponibilité de la "matière première" sur les migrations voltaïques. De plus, il y a peu d'effort fait dans ce présent rapport pour comparer les résultats de l'Enquête nationale avec ceux des autres études sur les migrations en Haute-Volta; il n'y a pas non plus d'effort pour développer ou vérifier un cadre théorique quelconque.

Dans une recherche aussi importante que l'Enquête nationale sur les mouvements migratoires, il existe beaucoup d'informations qui ne peuvent pas être exploitées à l'intérieur du cadre de ce rapport, que ce soit dans le tome "Vue d'ensemble" ou dans les tomes particuliers. A partir de ces données publiées, cependant, d'autres analyses peuvent se faire selon les intérêts de chacun; de plus, la banque originale de données invite encore une longue exploitation.

Ces tomes, comme l'ensemble du rapport, sont destinés surtout aux usagers des divers services voltaïques.

TOME VII

Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de
migration

Sidiki Coulibaly, Joel Gregory et Victor Piché

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>TABLE DES MATIERES</u>	31
<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	33
<u>INTRODUCTION</u>	34
<u>CHAPITRE I: OPINIONS DES INDIVIDUS SUR LES ATTITUDES POSSIBLES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE MIGRATIONS</u>	37
I - OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNE- MENT FACE AU PHENOMENE MIGRATOIRE EN GENERAL	37
II - OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNE- MENT VIS-A-VIS DES MIGRATIONS VERS LES VILLES	42
III- OPINIONS VIS-A-VIS DES MIGRATIONS INTERNATIONALES	47
IV - OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNE- MENT VIS-A-VIS DE L'AIDE AUX RESSORTISSANTS VOLTAIQUES TRAVAILLANT A L'ETRANGER OU DES ETRANGERS TRAVAILLANT EN HAUTE-VOLTA	52
<u>CHAPITRE II: MOYENS PROPOSES AU GOUVERNEMENT POUR FAIRE FACE AUX MIGRATIONS</u>	60
I - COMMENT FAVORISER, INTERDIRE OU NE PAS S'OCCUPER DES MIGRATIONS EN GENERAL	60
II - COMMENT ENCOURAGER OU DECOURAGER LES MIGRATIONS VERS LES VILLES	64
III- COMMENT AIDER LES RESSORTISSANTS VOLTAIQUES RESIDANT A L'ETRANGER OU LES ETRANGERS TRAVAILLANT EN HAUTE- VOLTA	64

	<u>Page</u>
<u>CHAPITRE III: UTILISATION ET ROLE DE CERTAINES INSTITUTIONS POUR L'ELABORATION EVENTUELLE D'UNE POLITIQUE DE MIGRATIONS</u>	69
I - LES CENTRES DE MAIN-D'OEUVRE	69
II - L'AUTORITE DE L'AMENAGEMENT DES VALLEES DES VOLTAS ...	72
 <u>CHAPITRE IV : L'AVENIR DES MIGRATIONS</u>	 76
 <u>RECAPITULATION ET CONCLUSIONS GENERALES</u>	 79

INTRODUCTION

La migration est considérée depuis des décennies en Haute-Volta comme le phénomène démographique clé, vu ses "répercussions politiques et sociales". Cette préoccupation vis-à-vis des migrations a été renforcée par les différentes expulsions de voltaïques du Ghana en 1970, de la Côte-d'Ivoire en 1972 et tout récemment aux mois de septembre et octobre 1977 du Gabon et de la Côte-d'Ivoire. Les conventions signées avec ces deux pays (en 1960 pour la Côte-d'Ivoire, en partie renouvelée en 1974, et avec le Gabon en mai 1976, mais suspendue en 1977) n'ont pas été une garantie suffisante pour éviter ces expulsions.

Devant ces expulsions et aussi le fait que les familles sont touchées presque quotidiennement par les effets de la migration, il apparaît pertinent de nous demander quelles peuvent être les opinions des Voltaïques vis-à-vis du rôle que peut jouer le gouvernement en matière de migration. Le fait qu'ils soient en majorité en faveur de la migration influe-t-il sur leurs opinions? Il est important dans une société comme la Haute-Volta, où le phénomène migratoire est si important et où le gouvernement a créé une commission ayant pour but de proposer une politique éventuelle dans ce domaine, de saisir avec autant de précision que possible les opinions publiques face aux migrations. Toute politique dans ce domaine dépendra fortement de la compréhension et de l'adhésion du public aux buts que se sera fixé le gouvernement.

Les différentes opinions que nous avons recueillies donnent une image de ce que le public pense que le gouvernement doit faire. Ces opinions proposent aussi des actions précises face aux différentes sortes de mouvements. Nous essayons autant que faire se peut de cerner les différences selon le lieu de résidence et les caractéristiques socio-démographiques des interviewés.

La méthodologie utilisée pour l'opérationnalisation des questions est la même que pour le Tome VI. Cependant, dans ce Tome-ci, le taux de

"Ne sait pas" est assez élevé, en général au-delà de 30%. Ceci dénote deux tendances très différentes. Notre première hypothèse est que les individus ne se sentent nullement habilités à donner des conseils, ou des directives au gouvernement, car selon eux le gouvernement doit savoir (parce qu'il est le gouvernement) ce qu'il faut faire. Notre deuxième hypothèse est basée sur le fait que la migration est tellement une réalité de tous les jours, que les individus n'ont jamais pensé à la possibilité que le gouvernement intervienne pour la réglementer, d'une façon ou d'une autre. Les différences de réponses aux questions prouvent que ces deux tendances existent effectivement dans la société voltaïque.

Dans le présent Tome, nous abordons successivement quatre questions: (1) les opinions des individus sur les attitudes possibles du gouvernement en matière de migrations; (2) les moyens proposés au gouvernement pour faire face aux migrations; (3) l'utilisation et le rôle de certaines institutions pour l'élaboration éventuelle d'une politique de migration; et enfin (4) l'avenir des migrations.

CHAPITRE I

OPINIONS DES INDIVIDUS SUR LES ATTITUDES POSSIBLES DU
GOUVERNEMENT EN MATIERE DE MIGRATION

I - OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNEMENT FACE AU
PHENOMENE MIGRATOIRE EN GENERAL

Signalons d'abord qu'un pourcentage élevé de gens (i.e. au moins le tiers des interviewés) ont répondu qu'ils ne savent pas. Parmi ceux qui ont une opinion précise, à peu près la moitié des migrants et le tiers des non-migrants croient que le gouvernement devrait favoriser les migrations (Tableau VII-1). Notons le peu d'individus parmi les migrants

Tableau VII-1

Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de migration,
selon le statut migratoire et le sexe (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque devrait favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations?	Statut migratoire					
	Migrant			Non-migrant		
	Sexe			Sexe		
	M	F	Total	M	F	Total
Favoriser	49	27	45	36	27	32
Interdire	13	13	13	21	17	20
Ne pas s'occuper	7	7	7	7	8	7
Ça dépend	-	-	-	-	-	-
Le Gouvernement doit savoir	1	1	2	1	1	2
Ne sait pas	30	52	33	35	48	39
Total	100 (895)	100 (348)	100 (1234)	100 (716)	100 (444)	100 (1160)

comme les non-migrants pensent que le gouvernement doit interdire les migrations. On se rend compte que le taux élevé de "Ne sait pas" est dû aux femmes et que les hommes sont ceux qui sont les plus en faveur de l'encouragement des migrations par le gouvernement.

Le Tableau VII-2 montre plutôt que la différence est entre le lieu d'origine et/ou de résidence qu'entre migrants et non-migrants. En effet, seule la différence d'origine géographique est importante. Le statut migratoire ne joue donc pas sur les opinions des individus interrogés.

Tableau VII-2

Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de migrations, selon le lieu d'origine ou de résidence des interviewés (%)

Pensez-vous que le gouvernement volontaire devrait favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations?	Statut migratoire				
	Migrant			Non-migrant	
	Lieu d'origine			Lieu de résidence	
	Rural	Urbain	Etranger	Rural	Urbain
Favoriser	45	49	47	32	37
Interdire	12	18	16	19	27
Ne pas s'occuper	7	7	6	7	13
Ça dépend	-	-	-	-	-
Gouvernement doit savoir	2	-	1	2	-
Ne sait pas	34	26	30	40	23
Total	100 (975)	100 (173)	100 (95)	100 (728)	100 (432)

Les raisons données pour soutenir les opinions sont fortement d'ordre économique. En effet le Tableau VII-3 montre que plus des trois quarts des raisons données par les non-migrants sont d'ordre économique et cela monte à plus de 80% chez les migrants. Les deux raisons principales chez les migrants est d'abord le fait que la migration (particulièrement à l'étranger) permet au migrant d'avoir de l'argent, de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Ensuite, ils pensent que le gouvernement n'a pas de choix parce qu'il ne peut aider les gens au pays, du fait qu'il n'y a pas de travail. En parlant de travail, les interviewés entendent le travail salarié, comme le montre le Tome VIII de ce rapport.¹ Par contre, les non-migrants eux insistent plus sur cette deuxième raison. L'acquisition de l'argent grâce à la migration ne vient qu'en seconde place.

Ceux qui croient que le gouvernement doit interdire les migrations prennent le contre-pied de l'affirmation des gens qui demandent de la favoriser. En effet, migrants et non-migrants donnent comme première raison contre les migrations le fait que la migration ne profite pas à la Haute-Volta, elle la défavorise car le pays a besoin aussi de travailleurs. Si la deuxième raison principale donnée par les migrants est l'abondance des parents par les migrants, pour les non-migrants, la migration doit être bannie, interdite, car elle déséquilibre la population et la diminue. Cette raison n'est pas du tout mentionnée par les migrants. Au contraire des raisons en faveur, les raisons pour l'interdiction différencient assez les migrants et les non-migrants (Tableau VII-3).

Enfin, la raison donnée pourquoi le gouvernement ne devrait pas s'occuper des migrations est le fait que chacun doit être libre de faire ce qu'il veut d'une part, et d'autre part, le fait que "chacun sait ce qu'il veut". Donc le gouvernement ne devrait pas intervenir dans le processus migratoire.

¹RHV. Les migrations voltaïques. Tome VIII. Appréciation collective du phénomène migratoire. Sidiki Coulibaly, Denise Desrosiers, Joel Gregory et Victor Piché.

Tableau VII-3

Opinions sur le rôle du gouvernement en matière de migration,
selon le statut migratoire (%)

Pourquoi le gouvernement devrait favoriser les migrations?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Il n'a pas le choix. Il ne peut pas aider les gens ici. Il n'y a pas de travail ici. Les gens partent de toutes les manières.	23	34
Pour que le migrant et sa famille aient une situation meilleure. Les migrants gagnent là-bas de l'argent et leur subsistance.	41	23
C'est dans l'intérêt du pays. C'est pour aider le gouvernement. Il y a la famine ici, il manque de terre, de nourriture.	16	16
Les migrations favorisent le paiement de l'impôt.	4	6
Autres raisons.	16	21
Total	100 (502)	100 (389)
Pourquoi le gouvernement devrait interdire les migrations?		
C'est dans l'intérêt du pays. La Haute-Volta ne profite pas de leur travail. On a besoin de travailleurs ici.	33	28
Les migrants abandonnent leur famille. Ce sont des soutiens de moins pour la famille.	20	17

Tableau VII-3 (suite)

	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Chacun doit rester chez soi.	13	20
Les migrations diminuent la population et la déséquilibrent.	-	23
Autres raisons.	34	12
Total	100 (172)	100 (226)
Pourquoi le gouvernement ne devrait pas s'occuper des migrations?		
Chacun doit faire ce qu'il veut. Chacun sait ce qu'il veut.	42	40
Le gouvernement ne connaît pas la raison du départ des migrants et d'ailleurs il ne peut pas les aider ici.	16	32
Les migrants peuvent mieux vivre ailleurs qu'ici.	22	11
Autres raisons.	20	17
Total	100 (73)	100 (94)

Ainsi, s'il y a une différence notable entre le pourcentage des migrants qui croient que le gouvernement devrait favoriser les migrations et les non-migrants, la différence est moindre quand il s'agit de l'interdiction de la migration. Cette différence disparaît presque dans la majorité des cas quand les interviewés donnent les raisons pourquoi ils pensent que le gouvernement devrait favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations: les raisons sont les mêmes pour les uns et les autres.

II- OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DES MIGRATIONS VERS LES VILLES

Quand on parle de migration en Afrique, ce qui semble frapper le plus, c'est l'exode rural, le départ massif des villageois vers les villes. En Haute-Volta, il ne semble pas, pour le moment du moins, que ces autorités gouvernementales s'inquiètent beaucoup face à ce genre de mouvements. Cependant, ce mouvement vers la ville n'est pas inconnu des citadins qui reçoivent des parents venant des villages pour des visites qui traînent parfois en longueur pendant des mois.

Le Tableau VII-4 montre que plus du tiers des migrants et des non-migrants pensent que le gouvernement doit encourager les mouvements vers les villes. Très peu demandent de l'interdire; mais un pourcentage important (autant que ceux qui disent de l'encourager) "ne sait pas" ce que le gouvernement doit faire. Nous remarquons que les non-migrants des zones urbaines sont ceux qui sont le plus pour l'idée d'encourager ces mouvements. Ils sont aussi ceux qui veulent le plus qu'on la décourage. En fait, cette répartition se comprend car en zone rurale, les individus ont un pourcentage très élevé de "ne sait pas" comparé à celui des non-migrants des zones urbaines. Les femmes sont moins en faveur d'encourager ou de décourager les mouvements car elles sont en majorité dans la catégorie "ne sait pas". Ceci est vrai aussi pour les non-migrants (Tableau non montré ici).

Les deux importantes raisons en faveur du fait qu'il faut encourager le mouvement sont d'ordre économique et politico-culturel. En effet, les migrants croient que le gouvernement doit encourager les migrations

Tableau VII-4

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations vers les villes, selon le statut migratoire, le lieu d'origine ou de résidence des interviewés (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit encourager, décourager ou ne pas s'occuper des migrations des personnes vers les villes?	STATUT MIGRATOIRE						
	MIGRANT				NON-MIGRANT		
	Lieu d'origine				Lieu de résidence		
	Rural	Urbain	Etranger	Total	Rural	Urbain	Total
Encourager	39	33	33	39	35	45	35
Décourager	14	17	30	14	15	20	15
Ne pas s'occuper	9	17	13	10	11	13	11
Ne sait pas	38	33	24	37	39	22	39
Total	100 (677)	100 (15)	100 (23)	100 (715)	100 (736)	100 (423)	100 (1159)

vers les villes parce que ceux qui y vont apprennent des métiers, ils y cherchent aussi de l'argent et du travail pour satisfaire leurs besoins. Ensuite, elle permet aux individus de connaître leur pays, de s'y intéresser. De plus, il faut que chacun ait le droit de partir où il veut. Il est nécessaire aussi car les migrants peuvent ainsi améliorer leur situation et "profiter aussi des belles choses" de la ville. Les gens sont donc convaincus que c'est en ville que se trouvent toutes les belles choses. Ils avancent que dans les villages, il n'y a rien et que tout est concentré en ville (Tableau VII-5).

Ces raisons pourquoi le gouvernement doit encourager les migrations sont en concordance avec les raisons qu'ont données les migrants quand la question suivante leur a été posée: "Que pensez-vous des migrations des gens vers les villes?". Le Tableau VII-6 montre que les migrations des gens vers les villes permet avant tout à ces derniers d'améliorer leurs conditions, de satisfaire leurs besoins, car au village il y a la misère, la pauvreté et il n'y a pas de travail. Ensuite, on peut avancer que le départ vers la ville instruit les migrants, leur donne une expérience de la vie, leur permet de connaître d'autres gens. De toutes les manières, se déplacer est bon en soi. Enfin, la migration des gens vers la ville permet de ramener de l'argent pour payer la dot ou se marier.

La principale raison donnée par les migrants et non-migrants pour que le gouvernement décourage les migrations vers les villes est la suivante: "chacun doit rester chez soi; chacun doit savoir ce qu'il faut faire". Les migrants insistent beaucoup plus sur cette raison. Il est intéressant de noter que la deuxième raison la plus importante donnée par les non-migrants découle de ce qu'ils savent ou ont entendu dire des méfaits de la ville. En effet, ils pensent que le mouvement doit être découragé car ceux qui vont en ville (surtout les jeunes) deviennent des vagabonds, des voleurs. Enfin, la liberté que chacun doit avoir de faire ce qu'il veut est la raison primordiale pour laquelle migrants et non-migrants affirment que le gouvernement ne doit pas s'occuper des migrations vers la ville.

Tableau VII-5

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations vers les villes, selon le statut migratoire (%)

Pourquoi le gouvernement doit encourager les migrations vers les villes?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Parce que la migration se fait à l'intérieur du pays. Chacun doit avoir sa liberté de mouvement. Les migrants doivent s'intéresser à leur pays.	21	22
Les migrants vont apprendre un métier. Ils vont chercher du travail, de l'argent, leur subsistance. Vont pour le travail saisonnier.	26	20
La migration vers la ville facilite le paiement de l'impôt.	4	5
Les conditions de vie en ville sont meilleures. Ils veulent aussi améliorer leur vie. Il n'y a rien au village.	19	20
Autres raisons.	30	33
Total	100 (256)	100 (418)
Pourquoi le gouvernement doit décourager les migrations vers les villes?		
Chacun doit rester chez soi. Chacun doit savoir ce qu'il faut faire.	43	37
Cette sorte de migration n'est pas bonne. Les migrants ne doivent pas venir en ville faire les vagabonds, les voleurs.	19	29
Cette migration diminue la population des villages.	26	-

Tableau VII-5 (suite)

	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Pour que les migrants reviennent ou restent chez eux travailler.	-	9
Autres raisons.*	12	25
Total	100 (80)	100 (176)
Pourquoi le gouvernement ne doit pas s'occuper des migrations vers les villes?		
Chacun doit avoir le liberté de faire ce qu'il veut. Chacun sait ce qu'il veut.	43	55
Ils peuvent quitter leur milieu s'ils veulent le faire.	14	13
Le gouvernement ne connaît pas les raisons de leur départ.	18	13
Autres raisons.	26	19
Total	100 (55)	100 (117)

* Dans les autres raisons, "le gouvernement doit savoir" revient très souvent.

Tableau VII-6
Opinions vis-à-vis des migrations
des gens vers les villes (%)

Que pensez-vous des migrations des gens vers les villes?	Migrants
Les gens partent parce qu'il y a la misère au village. Il y manque du travail, de la nourriture. Le départ leur permet de satisfaire leurs besoins, d'améliorer leur situation.	42
Le départ permet de s'instruire, de faire de nouvelles connaissances, d'avoir l'expérience de la vie.	16
Le départ permet de ramener de l'argent pour payer la dot et de se marier.	13
Le départ en ville est mauvais. Il gâte le pays.	6
Autres raisons.	23
Total	100 (537)

III- OPINIONS VIS-A-VIS DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Au contraire des opinions sur les migrations en général, et des migrations vers les villes en particulier, les opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations de travail à l'étranger sont plus tranchées. Les migrants en majorité pensent que le gouvernement doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger. Les non-migrants sont relativement moins en faveur (Tableau VII-7). Ces opinions sont en concordance avec les opinions qui ont été déjà exprimées jusqu'à présent. Les hommes chez les non-migrants sont un peu plus en faveur d'aller travailler à l'étranger que les femmes. De plus, les adultes des groupes d'âge 35 ans et plus chez les migrants

Tableau VII-7

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations de travail
à l'étranger, selon le statut migratoire et le sexe (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger?	Statut migratoire					
	Migrant			Non-migrant		
	M	F	Total	M	F	Total
Oui	55	52	54	48	42	46
Non	29	27	29	33	27	31
Ne sait pas	16	21	17	19	31	23
Total	100 (904)	100 (350)	100 (1254)	100 (731)	100 (448)	100 (1179)

et non-migrants s'opposent plus au départ à l'extérieur pour travailler (Tableau VII-8).

Tableau VII-8

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations de travail, selon le statut migratoire et le groupe d'âge (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger?	Statut migratoire et groupe d'âge							
	Migrant				Non-migrant			
	15-24	25-34	35-44	45 +	15-24	25-34	35-44	45 +
Oui	55	55	50	40	48	45	51	42
Non	30	23	35	42	25	30	33	37
Ne sait pas	15	22	15	18	27	25	16	21
Total	100 (729)	100 (325)	100 (112)	100 (65)	100 (364)	100 (247)	100 (188)	100 (374)

L'origine des migrants n'influence pas leur opinion. Mais chez les non-migrants, on se rend compte que les personnes des zones urbaines sont plus en faveur du travail à l'étranger que ceux des zones rurales. La légère différence entre les migrants et les non-migrants se manifeste surtout dans les zones rurales (Tableau VII-9).

La quasi totalité des répondants, migrants et non-migrants, se polarisent sur des raisons économiques pour expliquer pourquoi ils pensent que le gouvernement doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger. D'abord, disent-ils, "il n'y a pas de travail ici, il n'y a pas d'emploi, or à l'étranger les partants auront du travail". Les migrants insistent beaucoup sur cet aspect de la migration.

Tableau VII-9

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations de travail à l'étranger, selon le statut migratoire, le lieu d'origine ou de résidence (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger?	Statut migratoire				
	Migrant			Non-migrant	
	Lieu d'origine			Lieu de résidence	
	Rural	Urbain	Etranger	Rural	Urbain
Oui	54	55	54	46	53
Non	29	34	20	31	34
Ne sait pas	17	11	26	33	13
Total	100 (983)	100 (177)	100 (94)	100 (737)	100 (442)

Ensuite, en Haute-Volta, "il n'y a pas d'argent, or il y a de l'argent à l'étranger. Ici c'est la misère, là-bas ils amélioreront leur condition de vie". Enfin, le départ permettra de payer plus facilement l'impôt. Les interviewés opposent deux situations économiques très tranchées. A l'étranger, selon eux, il y a tout, le travail, l'argent, une vie meilleure. En Haute-Volta, il n'y a pas de travail, pas d'argent et c'est la misère (Tableau VII-10).

Disons que ce sentiment de croire que le travail à l'étranger est préjudiciable à la Haute-Volta, se montre dans les raisons données en défaveur du mouvement. En effet, 64% des migrants et 69% des non-migrants reconnaissent qu'il y a du travail en Haute-Volta et que les partants peuvent en trouver (Tableau VII-10). Le départ est selon eux une perte pour le pays, et par conséquent, les gens doivent rester pour le développer.

Tableau VII-10

Opinions sur le rôle du gouvernement face aux migrations de travail
vers l'étranger, selon le statut migratoire (%)

Pourquoi le gouvernement doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger?	Statut migratoire		Pourquoi le gouvernement ne doit pas permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant		Migrant	Non-migrant
Parce qu'il n'y a pas de travail ici. Les gens trouveront un emploi là-bas à l'étranger.	51	44	Il y a du travail ici. Ils doivent trouver du travail ici. Ils doivent rester pour développer le pays, cultiver pour les parents.	42	48
Il n'y a pas d'argent ici, il y a de l'argent là-bas. Il y a la misère ici. Là-bas ils amélioreront leur situation.	25	27	Les migrants ne s'occupent pas des parents restés au pays. Ils ne reviennent plus et ne songent plus à ceux qui sont restés.	21	20
Cela permettra de payer plus facilement l'impôt.	8	9	Leur départ est une perte pour le pays. Il diminue la population du pays. Ce n'est pas bon pour le pays.	22	21
Autres raisons.	16	20	Autres raisons.	15	11
Total	100 (654)	100 (565)	Total	100 (346)	100 (352)

Il y a, en plus, une autre raison: les répondants affirment que certains de ceux qui partent finissent par ne plus revenir, par abandonner leurs parents. En effet, une fois parti, les chances de repartir et aussi les chances de rester là-bas définitivement sont plus grandes quand la comparaison entre la situation à l'extérieur et celle du pays favorise chaque fois l'extérieur.

IV- OPINIONS SUR L'ATTITUDE QUE DOIT ADOPTER LE GOUVERNEMENT VIS-A-VIS DE L'AIDE AUX RESSORTISSANTS VOLTAÏQUES TRAVAILLANT A L'EXTERIEUR OU DES ETRANGERS TRAVAILLANT EN HAUTE-VOLTA

Nous venons de voir que les migrants sont en majorité pour que le gouvernement permette le travail des Voltaïques à l'étranger. Les non-migrants aussi, parmi ceux qui ont une opinion précise, sont en faveur de cette attitude du gouvernement. L'action du gouvernement doit-elle aller au-delà de la seule permission de partir travailler et englober en plus l'aide pour obtenir de meilleures conditions de travail à l'étranger pour ceux qui y vont dans ce but? Les non-migrants préconisent moins cette action, alors que les migrants qui la préconisent, eux, sont en majorité. Il est intéressant de noter que pas loin du quart des interviewés migrants et non-migrants s'opposent à toute aide du gouvernement à ses ressortissants résidant à l'étranger (Tableau VII-11). Si, parmi les migrants, les gens venant des zones rurales sont ceux qui sont le plus en faveur de l'aide, c'est le contraire parmi les non-migrants. La différence importante est plutôt entre migrants et non-migrants qu'entre zones d'origine.

Les raisons données pour justifier l'aide que doit apporter le gouvernement sont fort diverses (Tableau VII-12). Les migrants et non-migrants ne diffèrent pas sur les raisons et ils leur donnent les mêmes importances. D'abord, le gouvernement doit aider ceux qui sont à l'étranger parce que ce sont des Voltaïques. La Haute-Volta ne peut que les aider car il y va de son honneur; il ne peut négliger ses ressortissants à l'étranger. Toutes les autres raisons sont d'ordre économique. Il faut aider ces Voltaïques à l'étranger parce qu'il n'y a pas de travail ici; là-bas, ils pourront avoir rapidement de l'argent et revenir aider

Tableau VII-11

Attitudes du gouvernement face à l'aide à ses ressortissants résidant à l'étranger, par statut migratoire, origine et lieu de résidence (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit aider ses ressortissants à avoir de meilleures conditions de travail à l'étranger?	STATUT MIGRATOIRE						
	MIGRANT				NON-MIGRANT		
	Lieu d'origine				Lieu de résidence		
	Rural	Urbain	Etranger	Total	Rural	Urbain	Total
Oui	56	50	50	55	46	52	46
Non	21	32	17	22	21	28	22
Ne sait pas	23	18	33	23	33	20	32
Total	100 (972)	100 (176)	100 (94)	100 (1242)	100 (718)	100 (434)	100 (1152)

Tableau VII-12

Opinions vis-à-vis de l'aide du gouvernement aux ressortissants voltaïques vivant à l'étranger, selon le statut migratoire (%)

Pourquoi pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit aider ses ressortissants à avoir de meilleures conditions de travail à l'étranger?	Statut migratoire		Pourquoi pensez-vous que le gouvernement voltaïque ne doit pas aider ses ressortissants à avoir de meilleures conditions de travail à l'étranger?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant		Migrant	Non-migrant
Parce que ces gens sont des Voltaïques; c'est une question d'honneur pour la Haute-Volta; le gouvernement n'a pas d'autre choix que de les aider.	26	26	Parce que ceux qui sont à l'étranger ne reviennent pas au pays.	30	34
Pour qu'ils gagnent rapidement de l'argent pour la famille et revenir chez eux; pour qu'ils puissent trouver des cadeaux pour la famille.	24	22	Aider ceux qui sont à l'extérieur poussera les autres à partir et en plus seul l'étranger en profitera.	15	19
Parce qu'il n'y a pas de travail au pays pour eux; pour qu'ils trouvent du bon travail ailleurs.	14	15	Ce n'est pas normal de le faire; ceux qui sont à l'étranger devraient être ici pour arranger le pays plutôt.	11	16
Pour qu'ils reviennent développer le pays; pour qu'ils rapportent quelque chose pour l'économie de la Haute-Volta.	15	13	Il aurait dû les aider plutôt quand ils étaient au pays. Il doit maintenant aider ceux qui sont restés ici.	19	8
Pour aider à trouver de l'argent pour l'impôt.	5	5			
Pour garantir leur sécurité; pour qu'ils souffrent moins et qu'ils sentent bien.	6	5			
Autres raisons.	10	14	Autres raisons.	25	23
Total	100 (634)	100 (535)	Total	100 (231)	100 (257)

leur famille et le pays. Enfin, le paiement de l'impôt sera facilité s'ils sont aidés à trouver du travail et de l'argent.

Ne pas aider ceux qui sont à l'étranger par d'un souci de conservation. D'abord, disent les migrants et non-migrants, à quoi bon aider des personnes qui sont à l'étranger et qui ne reviennent pas dans le pays. En plus, aider ceux qui sont à l'extérieur poussera tous les autres à partir. Et le pays ne profitera jamais du travail de ces gens installés à l'étranger. En fait, le gouvernement doit aider plutôt ceux qui sont restés ici. Ce n'est pas la peine d'essayer d'aider des gens qui ne sont pas au pays. Le gouvernement aurait plutôt dû les aider avant qu'ils s'en aillent. Donc, l'aide doit être plus pour ceux qui sont restés au pays.

Mais est-ce que cette aide doit se confiner seulement aux Voltaïques ou doit-elle concerner aussi les étrangers résidant en Haute-Volta? Le Tableau VII-13 montre que plus de la moitié des migrants et à peu près la moitié des non-migrants pensent que le gouvernement doit aider aussi les étrangers à avoir de meilleures conditions de travail en Haute-Volta. En fait, leurs opinions ne sont pas influencées par le fait que les uns soient Voltaïques et les autres étrangers. L'essentiel semble le fait que le gouvernement doit les aider parce que la situation des individus demande à être meilleure. Les opinions ne sont pas tellement influencées par le lieu d'origine ou de résidence des interviewés (Tableau VII-14).

Quelles sont les raisons données pour expliquer cette aide aux étrangers travaillant en Haute-Volta? Pour les migrants et les non-migrants, la première raison importante est le fait que "les étrangers travaillent pour le pays, aident à le développer et des fois sont plus compétents que les Voltaïques pour les emplois qu'ils ont". La deuxième raison pour les migrants, c'est que l'aide est une question de "réciprocité" car la Haute-Volta aussi a des ressortissantes à l'étranger. En aidant les étrangers en Haute-Volta, ils espèrent que les gouvernements étrangers aideront aussi les Voltaïques résidant à l'étranger. Pour les non-migrants, la deuxième

Tableau VII-13

Opinions sur l'attitude que doit adopter le gouvernement vis-à-vis de l'aide aux étrangers installés en Haute-Volta, selon le statut migratoire du répondant (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit aider les étrangers à avoir des meilleures conditions de travail en Haute-Volta?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Oui	53	43
Non	22	25
Ne sait pas	25	32
Total	100 (1243)	100 (1159)

Tableau VII-14

Opinions sur l'attitude que doit adopter le gouvernement vis-à-vis de l'aide aux étrangers travaillant en Haute-Volta, par le statut migratoire, selon le lieu d'origine ou de résidence (%)

Pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit aider les étrangers à avoir des meilleures conditions de travail en Haute-Volta?	Statut migratoire				
	Migrant			Non-Migrant	
	Lieu d'origine			Lieu de résidence	
	Rural	Urbain	Etranger	Rural	Urbain
Oui	54	54	45	43	50
Non	22	18	24	24	29
Ne sait pas	24	28	31	33	21
Total	100 (972)	100 (178)	100 (93)	100 (738)	100 (421)

raison se base sur le fait que c'est une question "d'honneur" pour la Haute-Volta d'aider les étrangers, de plus s'ils sont en Haute-Volta, "c'est que ces étrangers aiment le pays" (Tableau VII-15).

Par contre, les personnes qui disent que le gouvernement ne doit pas aider les étrangers à avoir de meilleures conditions de travail en Haute-Volta avancent, dans plus de 75% des cas, des raisons d'ordre économique. En effet, la première raison importante avancée par la moitié des migrants est qu' "il n'y a pas assez de travail en Haute-Volta, et il y a beaucoup de chômeurs". Donc il est mal venu d'aider des étrangers tandis que des Voltaïques n'ont point de travail. C'est la même raison qu'avancent plus de la moitié des non-migrants. La deuxième raison qu'avancent les migrants et les non-migrants est que "les étrangers prennent la place des Voltaïques" or il est nécessaire que "les Voltaïques soient mieux placés d'abord" avant de penser aux étrangers (Tableau VII-15). La troisième raison que donnent les interviewés, même si elle n'est pas très importante en pourcentage, est assez importante comme signe d'une prise de conscience nationaliste des interviewés. En effet, cette raison souligne le fait que "les étrangers n'investissent pas dans le pays". "Ils sont là pour leur propre intérêt". Dans la mesure où leur travail ne profitera pas au pays tout entier, il n'y a pas de raisons que le gouvernement les aide à avoir de meilleures conditions de travail.

Ainsi, malgré la pauvreté du pays, la majorité veut que le gouvernement aide les étrangers installés ici en Haute-Volta à avoir de meilleures conditions de travail. Cette attitude de la population nous aide peut-être à comprendre l'indignation et la frustration chaque fois ressenties quand des pays recevant des Voltaïques les expulsent, en donnant des raisons très discutables aux yeux des Voltaïques.

Dans l'ensemble donc les interviewés ont des opinions assez consistantes quant au rôle que le gouvernement devrait adopter en matière de migration. Certes, il y a un pourcentage élevé de gens qui ne savent pas ce que le gouvernement devrait faire. Mais parmi ceux qui ont une opinion précise, la majorité pense que le gouvernement devrait favoriser les

Tableau VII-15

Attitudes gouvernementales face à la condition de travail
des étrangers résidant en Haute-Volta (%)

Pourquoi pensez-vous que le gouvernement doit aider les étrangers à avoir de meilleures conditions de travail en Haute-Volta?	Statut migratoire		Pourquoi le gouvernement ne doit pas aider les étrangers à avoir de meilleures conditions de travail en Haute-Volta?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant		Migrant	Non-migrant
Ils travaillent pour le pays. Ils nous aident à développer le pays. Ils sont parfois plus compétents que des Voltaïques.	34	38	Il n'y a pas assez de travail ici pour les Voltaïques. Il y a beaucoup de chômeurs.	50	58
C'est une question d'hospitalité réciproque car nous avons aussi des Voltaïques à l'étranger.	29	22	Ils prennent déjà la place des Voltaïques. Il faut que les Voltaïques soient bien placés d'abord.	26	20
Notre pays leur plaît et ils comptent sur la Haute-Volta.	21	26	Ils n'investissent pas en Haute-Volta. Ils sont là pour leurs propres intérêts, d'ailleurs ils ne sont pas des Voltaïques.	16	16
Autres raisons.	16	14	Autres raisons.	8	6
Total	100 (640)	100 (523)	Total	100 (239)	100 (286)

migrations en général, et doit aussi encourager les mouvements des ruraux vers les villes. Les non-migrants cependant, dans l'ensemble, sont moins en faveur des différentes migrations. Quant à savoir si le gouvernement doit permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger, une claire majorité chez les migrants se dégage en faveur d'une telle attitude gouvernementale. Un peu moins de la moitié des non-migrants abonde dans ce sens. La tendance est la même quand il s'agit de savoir si le gouvernement doit aider les étrangers installés en Haute-Volta à avoir de meilleures conditions de travail.

Les raisons données en faveur des différentes sortes de migrations sont essentiellement d'ordre économique à savoir: la pauvreté et le manque de travail en Haute-Volta ou dans les villages et la richesse de la ville ou de l'étranger. Quant aux raisons en défaveur, elles tournent autour du fait que le départ implique l'abandon de la famille et que le pays est défavorisé par ce départ. De plus, dire qu'il manque de travail n'est pas exact, car d'après eux, il y a du travail dans le pays. Enfin, certains demandent au gouvernement de ne pas intervenir dans le processus migratoire pour garantir à chacun la liberté de mouvement.

CHAPITRE II

MOYENS PROPOSES AU GOUVERNEMENT POUR FAIRE FACE AUX MIGRATIONS

L'avenir des migrations en Haute-Volta dépend des actions qui sont proposées au gouvernement pour y faire face dans le sens de l'encouragement ou de l'interdiction. Nous avons noté que la majorité de ceux qui ont une réponse précise, (si nous faisons exclusion de ceux qui n'ont pas d'avis), favorise les migrations. Une certaine action pour arriver à ce but est attendue du gouvernement. Nous essayons ici de cerner ces actions possibles proposées au gouvernement. Elles dénotent jusqu'à quel point les Voltaïques sont prêts à accepter l'intervention directe du gouvernement dans un comportement social et individuel si répandu.

I - COMMENT FAVORISER, INTERDIRE OU NE PAS S'OCCUPER DES MIGRATIONS EN GENERAL

Quels sont les moyens proposés au gouvernement pour favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations en général? Le Tableau VII-16 montre que les actions possibles sont très précises dans l'idée des Voltaïques qu'ils soient migrants ou non. En effet, ils veulent d'abord et avant tout la liberté absolue de mouvement. Ils ne veulent pas une intervention du gouvernement pour leur dire ce qu'il faut faire et où aller. Ceci s'accomplira si le gouvernement facilite l'obtention de pièces officielles nécessaires au voyage et particulièrement pour traverser les frontières du pays. Migrants et non-migrants s'accordent sur ce point. Cette attitude se comprend très bien dans une population qui a subi pendant presque un demi-siècle une intervention brutale de l'autorité coloniale dans sa vie quotidienne. Les séquelles des travaux forcés et des corvées ne sont pas encore effacées des mémoires. La seconde action possible fait référence à la condition de vie souvent difficile qu'ont les migrants à l'étranger. Migrants et non-migrants préconisent une aide à ceux qui sont à l'étranger pour leur permettre de

Tableau VII-16

Moyens proposés au gouvernement pour favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations, par statut migratoire (%)

Comment pensez-vous que le gouvernement devrait favoriser les migrations?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
En laissant chacun libre de faire ce qu'il veut. En n'utilisant pas de mesures restrictives contre ceux qui partent. En facilitant l'obtention des pièces d'identité.	42	40
En aidant les migrants à trouver du travail à destination. En leur donnant à leur destination des meilleurs emplois.	35	39
En aidant les gens à payer leur transport. En arrangeant les routes. En prévoyant l'arrivée des migrants et ne les aidant à s'installer.	10	7
Le gouvernement doit savoir ce qu'il faut faire.	5	8
Autres raisons.	8	6
Total	100 (350)	100 (273)
Comment pensez-vous que le gouvernement devrait interdire les migrations?		
En prenant des mesures restrictives. En exigeant les pièces d'identité pour se déplacer. En arrêtant les gens aux frontières.	43	64
En les aidant à trouver chez eux du travail. En travaillant tous ensemble.	40	21
Autres raisons.	17	15
Total	100 (123)	100 (170)

Tableau VII-16 (suite)

Comment le gouvernement devrait faire pour ne pas s'occuper des migrations?	Statut migratoire	
	Migrant	Non- migrant
En laissant chacun à lui-même. En laissant les gens aller où ils veulent. En laissant chacun la liberté absolue.	76	90
Autres raisons.	24	10
Total	100 (46)	100 (47)

trouver du travail. Nous remarquons qu'un nombre infime seulement de gens accepte une intervention directe du gouvernement. Aider à payer le transport des partans leur donnerait très peu de choix sur le lieu de destination. Aussi demandent-ils plutôt au gouvernement d'arranger les routes pour qu'ils puissent voyager d'une manière plus sécuritaire et quand ils veulent (il faut penser aux saisons des pluies pendant lesquelles les routes sont bloquées) et de leur faciliter leur installation en prévoyant leur arrivée.

Ceux qui demandent au gouvernement d'interdire les migrations préconisent à peu près les mêmes actions mais dans le sens restrictif. En effet, ils demandent d'abord que le gouvernement prenne des mesures pour empêcher les gens de partir. Cela se fait en refusant les pièces d'identité nécessaires au départ ou en arrêtant les gens en route, dans les trains, etc... Une forte majorité des non-migrants propose plutôt cette solution. Par contre, les migrants proposent beaucoup plus, en comparaison avec les non-migrants, d'interdire les migrations en donnant dans le pays ou au lieu d'origine ce que les migrants vont chercher ailleurs: le travail. En fait, si les migrants donnent à ces deux actions la même importance, les non-migrants, eux, préconisent plutôt les mesures restrictives et policières. Les moyens proposés par les interviewés qui demandent au gouvernement de ne pas s'occuper des migrations sont avant tout la liberté laissée à chacun de faire ce qu'il veut, de partir où il veut et quand il veut. Ils rejoignent en partie ainsi les actions proposées par ceux qui demandent de favoriser les migrations. Il est un peu surprenant que les non-migrants sont ceux qui le préconisent le plus. On s'attendait plutôt à ce que les migrants soient ceux qui demandent le plus de liberté vu certaines difficultés qu'il peuvent avoir eu pour obtenir les pièces nécessaires à leur départ (Tableau VII-16). Les femmes sont légèrement plus en faveur de la liberté de mouvement que le gouvernement doit accorder aux gens (Tableau non montré ici).

II- COMMENT ENCOURAGER OU DECOURAGER LES MIGRATIONS VERS LES VILLES?

En ce qui concerne les mouvements vers les villes, ceux qui parmi les migrants demandent de l'encourager proposent au gouvernement de créer des centres d'emplois en ville pour les villageois qui y viennent ou de les aider à trouver du travail quand ils y arrivent. La deuxième action est de laisser à chacun la liberté absolue d'aller où il veut en facilitant les transports. Cette deuxième action est celle que préconisent le plus les non-migrants. L'aide à trouver du travail et la création de centres d'emplois sont proposées avec une égale importance.

Les migrants et les non-migrants se distinguent encore les uns des autres quant au moyen à utiliser pour décourager les migrations vers les villes. Si les migrants se polarisent surtout sur le fait qu'il faut donner du travail au lieu d'origine pour empêcher les gens de partir, les non-migrants eux, insistent plus sur les méthodes restrictives que doit employer le gouvernement pour arriver à ces fins. Bien sûr, cette restriction des libertés doit s'accompagner d'une amélioration de la condition des villages qui empêcherait les gens de partir (Tableau VII-17).

III- COMMENT AIDER LES RESSORTISSANTS VOLTAÏQUES RESIDANT A L'ETRANGER OU LES ETRANGERS TRAVAILLANT EN HAUTE-VOLTA?

Quels sont les moyens proposés par ceux qui demandent que le gouvernement aide ses ressortissants à l'étranger? Une nette majorité des migrants et non-migrants proposent que le gouvernement aide les ressortissants à avoir de meilleurs emplois, de bons salaires et de bons logements (Tableau VII-18). L'apprentissage de métier peut aussi aider les ressortissants. Ensuite, il faut faciliter la vie des migrants en signant avec les pays d'accueil des conventions et des accords qui garantissent les biens et le bien-être des Voltaïques. Un contact régulier entre les gouvernements est donc nécessaire. Ce moyen est préconisé particulièrement par les migrants qui ont déjà eu l'expérience de la vie à l'extérieur. Nous pouvons cependant dire que les papiers officiels n'évitent pas toujours les tracasseries administratives, policières, et

Tableau VII-17

Moyens proposés au gouvernement pour encourager ou décourager les migrations vers les villes, par statut migratoire (%)

Comment pensez-vous que le gouvernement voltaïques doit encourager les migrations des personnes vers les villes?	Statut migratoire		Comment pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit décourager les migrations des personnes vers les villes?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant		Migrant	Non-migrant
Leur trouver du travail à leur destination en ville. Créer des centres d'emploi pour les villageois.	60	40	En leur donnant du travail ici au lieu d'origine.	60	33
En donnant une liberté absolue à chacun; aucun empêchement pour les départs en ville; faciliter le transport des migrants.	30	45	En arrangeant les villages; empêcher les départs en pénalisant ceux qui partent.	40	40
Autres raisons.	10	15	Autres raisons.	-	27
Total	100 (197)	100 (268)	Total	100 (44)	100 (133)

Tableau VII-18

Moyens proposés au gouvernement pour aider ses ressortissants vivant à l'étranger, selon le statut migratoire (%)

Comment pensez-vous que le gouvernement voltaïque doit aider ses ressortissants à avoir de meilleures conditions de travail à l'étranger?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
En leur trouvant de bons emplois. En leur faisant apprendre un métier. En les aidant à avoir de bons salaires, de bons logements.	51	54
En leur donnant des papiers officiels les aidant à trouver des emplois. En prenant contact avec les gouvernements des pays d'accueil à leur sujet et en signant des accords, des conventions garantissant leur bien-être et leur sécurité.	30	19
Le gouvernement doit savoir comment faire pour aider.	10	11
Autres raisons.	9	16
Total	100 (468)	100 (329)

les expulsions des Voltaïques. Mais ils peuvent atténuer certaines difficultés.

Les moyens proposés par les personnes pour aider les étrangers en Haute-Volta ne diffèrent pas en nature de ceux proposés pour aider les Voltaïques travaillant à l'étranger. En effet, 60% des migrants et non-migrants proposent que le gouvernement leur donne des emplois et/ou de bons logements. L'emploi est la chose importante, mais cela doit être un emploi pour lequel ils sont qualifiés. Cette aide peut être facilitée par le fait qu'à l'étranger, il est accordé les mêmes droits qu'aux nationaux, c'est-à-dire qu'aucune restriction ne lui soit imposée parce qu'il est étranger (Tableau VII-19).

Tableau VII-19

Moyens proposés au gouvernement pour aider les étrangers travaillant en Haute-Volta à avoir de meilleures conditions de travail, par statut migratoire (%)

Comment le gouvernement voltaïque doit aider les étrangers à avoir de meilleures conditions de travail en Haute-Volta?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
En leur donnant des logements ou/et des emplois pour lesquels ils sont qualifiés.	60	60
En les aidant comme des Voltaïques. Pas de restriction contre eux et en leur donnant les mêmes droits que les citoyens du pays.	17	15
Le gouvernement doit savoir. Cela dépend du gouvernement.	12	15
Autres raisons.	11	10
Total	100 (440)	100 (338)

Ainsi, trois moyens principaux sont proposés au gouvernement pour favoriser ou encourager les migrations. D'abord et avant tout, il faut laisser à chaque Voltaïque la liberté absolue de faire ce qu'il veut, de partir où il veut et au moment qu'il choisit. Cette liberté absolue s'accompagne de la facilité d'obtenir les pièces officielles permettant de partir. Ensuite, il faut aider les migrants à trouver du travail à leur lieu d'arrivée, que cela soit à l'étranger, en ville ou dans d'autres régions rurales du pays. Comme complément, il faut leur assurer un bon logement et de bons salaires. Enfin, il faut signer avec le pays d'accueil des accords garantissant aux Voltaïques des salaires et des conditions de vie décentes et les protégeant contre les tracasseries policières et administratives.

Les moyens préconisés pour interdire ou décourager les migrations peuvent se ramener à deux. La première consiste à créer ici, en Haute-Volta, des emplois qui retiendront les Voltaïques chez eux; au niveau des villages, il faut créer des emplois pour que les villageois ne quittent pas leur village ou alors leur trouver du travail en ville pour qu'ils n'aillent pas à l'étranger. La deuxième méthode, c'est d'empêcher par des moyens administratifs et policiers le départ hors du pays (refus de carte d'identité et d'actes de naissance, contrôle des routes et des trains). A l'intérieur du pays, aucune restriction ne doit être imposée. Il faut pénaliser seulement ceux qui veulent aller à l'extérieur.

Quant aux moyens à utiliser pour aider soit les Voltaïques à l'étranger à avoir de meilleures conditions de travail, soit les étrangers en Haute-Volta à obtenir les mêmes sortes de conditions de travail, la solution consiste à leur trouver des emplois et de bons logements. En plus, en Haute-Volta, on doit essayer de considérer les étrangers comme des citoyens à part entière.

CHAPITRE III
UTILISATION ET ROLE DE CERTAINES INSTITUTIONS
POUR L'ELABORATION EVENTUELLE D'UNE POLITIQUE DE MIGRATION

I - LES CENTRES DE LA MAIN-D'OEUVRE

Mettre en pratique certains des moyens proposés au gouvernement pour agir sur les migrations demande des institutions. Le Centre de la Main-d'Oeuvre, créé depuis les débuts de l'indépendance, a pour but, entre autres, de centraliser les demandes d'emplois des employeurs de Côte-d'Ivoire. Les candidats Voltaïques signent des contrats avec ces employeurs de Côte - d'Ivoire, avant leur départ. Ces contrats leur assurent en partie certains avantages que le travailleur libre, parti sans contrat, n'a pas.

Mais on se rend compte en regardant le Tableau VII-20 que plus de 85% des migrants et des non-migrants n'ont ni entendu parlé ni ne connaissent les centres des main-d'oeuvres. Plus de la moitié n'en a pas entendu parlé. Et parmi les anciens migrants qui en ont entendu parlé ou en connaissent l'existence, plus de 85% ne se sont jamais adressés à eux pour leur départ à l'étranger (Tableau VII-21).

Tableau VII-20
 Connaissance des centres de la Main-d'Oeuvre,
 par statut migratoire (%)

Connaissez-vous ou avez-vous entendu parlé des centres de la Main-d'Oeuvre?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Entendu parlé	9	3
N'a pas entendu parlé	51	60
Connait	3	1
Ne connaît pas	37	36
Total	100 (727)	100 (1153)

Tableau VII-21
 Utilisation des services de la Main-d'Oeuvre
 lors du/des déplacements pour les migrants (%)

Vous êtes-vous déjà adressé à eux lors de votre déplacement?	Pourcentage
Oui	12
Non	88
Total	100 (67)

Il semble aussi que très peu sont décidés à s'adresser à eux pour leurs futurs départs. En effet, le Tableau VII-22 montre que parmi les migrants plus de la moitié dit qu'elle ne s'adressera pas à ces centres. Par contre, 40% des non-migrants seront portés à le faire. La principale raison donnée par les non-migrants est que le Centre peut être utile pour trouver facilement du travail (Tableau non montré). Cependant, si le gouvernement veut utiliser ces centres pour mettre en pratique sa politique éventuelle de migration, il faut que les centres soient plus connus. Quels moyens utiliser? Que peut faire le gouvernement pour aider ces centres à atteindre leurs buts? Parmi les quelques individus qui ont entendu parlé ou connaissent ces centres, le moyen le plus préconisé est d'informer les gens au sujet des centres, d'en faire la propagande. Une forte publicité sur l'existence des centres pourrait être utile à leur plus grande fréquentation par les partants éventuels (Tableau VII-23).

Tableau VII-22

Utilisation future des services de la Main-d'Oeuvre
pour un éventuel départ, par statut migratoire (%)

Vous adresseriez-vous à eux si vous décidiez un jour de partir à l'étranger?	Statut migratoire	
	Migrant	Non- migrant
Oui	27	40
Non	58	23
Ne sait pas	15	3
Pas de réponse	-	34
Total	100 (57)	100 (168)

Tableau VII-23

Moyens proposés au gouvernement pour que
les centres soient plus utilisés,
selon le statut migratoire (%)

Que pensez-vous que le gouvernement doit faire pour que les gens s'adressent plus à ces centres quand ils veulent aller à l'étranger?	Statut migratoire	
	Migrant	Non- migrant
Expliquer et informer les gens au sujet de ces centres. En faire la publicité.	46	68
Exiger que l'on s'adresse à ces centres.	20	-
Autres raisons.	34	18
Ça dépend du gouvernement.	-	14
Total	100 (39)	100 (99)

II- L'AUTORITE DE L'AMENAGEMENT DES VALLEES DES VOLTAS (AVV)

Si les Centres de la Main-d'Oeuvre s'occupent beaucoup plus des mouvements vers l'extérieur du pays, d'autres organismes ont pour but d'essayer d'utiliser cette main-d'oeuvre à l'intérieur du pays.

Ainsi, l'AVV essaie-t-elle de coloniser les vallées des Voltas en y implantant des paysans venant particulièrement des plateaux Mossi. Cependant, avant une utilisation maximum des vallées qui sont très fertiles, il faut d'abord procéder à l'éradication complète de l'onchocercose.

Le Tableau VII-24 montre que la majorité des interviewés pense que les gens accepteraient d'aller s'installer dans les Vallées si l'onchocercose était enrayée et ceci est vrai indépendamment de leur origine. Les raisons principales pour y aller étant le fait que la terre y est fertile et donnerait de bonnes récoltes, que dans ces nouvelles terres la nourriture y sera suffisante et que les gens auront du travail et s'enrichiront (Tableau VII-25).

Tableau VII-24

Possibilités de départ vers la Vallée des Voltas,
par le statut migratoire (%)

Pensez-vous que les gens accepteraient de s'installer dans la Vallée des Voltas, si on tuait la "maladie".*	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Oui	68	62
Non	16	17
Ne sait pas	16	21
Total	100 (1256)	100 (1180)

* La "maladie" = cécité des rivières ou onchocercose.

Tableau VII-25

Raisons motivant le départ vers la Vallée des Voltas,
par le statut migratoire (%)

Pourquoi les gens accepteraient-ils de s'installer dans la Vallée des Voltas?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Parce qu'il y a de bonnes terres, des terres fertiles.	53	46
Ils auront suffisamment de nourriture; ils auront une meilleure situation; ils auront du travail; ils seront riches.	34	39
Il n'y aura plus de danger, la maladie est "tuée".	9	2
Autres raisons.	4	2
Total	100 (900)	100 (792)

Cependant, très peu d'individus, malgré les bonnes raisons données en faveur de l'installation dans l'AVV, sont prêts à y aller eux-mêmes (Tableau VII-26). A quoi cela est-il dû? Le Tableau VII-27 montre que pour les migrants, deux raisons principales dominent. D'abord, disent-ils, ils préfèrent rester dans leur village; ils y sont attachés. Ensuite, il y a le fait que partout ils pensent qu'il y a de la bonne terre, il suffit seulement de la travailler. En plus, ils préfèrent travailler où ils se trouvent. Pour les non-migrants, la raison principale est qu'ils sont attachés à leur village.

Ici se pose la question: Quelles sont les chances de réussite de l'AVV? Pourra-t-elle attirer assez de colons? La réponse se trouve en partie donnée par les résultats du Tome V de ce rapport. En effet, les gens partent énormément pour des motifs économiques et la recherche de

Tableau VII-26

Attitude de l'individu vis-à-vis d'une éventuelle
installation dans la Vallée des Voltas,
par le statut migratoire (%)

Et vous, accepteriez-vous de vous installer à la Vallée des Voltas?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Oui	37	28
Non	60	67
Ne sait pas	3	5
Total	100 (635)	100 (603)

Tableau VII-27

Raisons données pour expliquer le refus d'aller
s'y installer soi-même (%)*

Pourquoi n'accepteriez-vous pas d'y aller vous installer?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Je préfère mon village. Ici, c'est chez moi. Je ne veux pas laisser mon village.	37	47
Il y a partout de la bonne terre et il suffit de la travailler. Je gagne assez ici et préfère travailler ici.	35	16
Je ne connais pas l'endroit. Je ne connais pas la langue parlée là-bas.	7	13
On ne peut pas tuer complètement la maladie.	6	5
Autres raisons.	15	19
Total	100 (135)	100 (148)

* Question posée seulement pour les zones urbaines, moins Ouagadougou en 1974. La question a été retirée en 1975 pour les zones rurales.

l'argent est le facteur principal. Nous pouvons faire l'hypothèse que si L'AVV permet, en plus de la nourriture (qui sera obtenue sans problème parce que les terres sont fertiles), de se faire des économies monétaires pour satisfaire d'autres besoins, le plan de colonisation sera un succès. Mais si cela ne se concrétise pas rapidement, l'AVV créera des terres de colonisation qui pourraient être seulement une autre étape vers les villes et les pays étrangers.

Il ressort de cette analyse des Centres de la Main-d'Oeuvre et de l'AVV que le gouvernement pourrait mieux utiliser les centres si une propagande plus vigoureuse était faite auprès de la population pour les lui faire mieux connaître. De plus, il ressort nettement que si les interviewés voient l'AVV comme un moyen d'obtenir de bonnes terres et par conséquent de la nourriture, ils ne sont pas prêts à y aller parce qu'ils se disent attachés à leur village. Il semble d'après nos autres analyses que le but premier de départ des migrants serait difficilement atteint dans les zones de colonisations de l'AVV.

CHAPITRE IV
L'AVENIR DES MIGRATIONS

Les quatre premiers tomes de ce rapport ont montré l'importance du phénomène migratoire dans la société voltaïque. Le Tome V a montré certains des motifs qui poussent les gens à partir. Parmi les motifs de départ, signalons la non-satisfaction face à certaines conditions socio-économiques au lieu d'origine. Cependant, nous savons que tous les individus ne migrent pas. Est-ce que ceux qui n'ont jamais migré sont satisfaits de n'avoir jamais migré?

Le Tableau VII-28 montre qu'une écrasante majorité des non-migrants sont satisfaits d'être restés à leur lieu de résidence. Ceci est particulièrement frappant pour les gens de la zone rurale: 96%. Est-ce que cette satisfaction d'être resté se traduit par l'intention de ne pas quitter le village un jour pour aller vivre ailleurs? Le Tableau VII-29 montre qu'une forte majorité des non-migrants, et aussi des gens qui ont déjà migré, n'a pas l'intention de quitter le village pour aller vivre ailleurs parce que plus de la moitié disent qu'ils sont dans leur village et s'y plaisent. Le tiers à peu près avancent des raisons familiales (Tableau VII-30).

Tableau VII-28
Satisfaction à être non-migrant,
selon le lieu de résidence (%)

Etes-vous satisfait d'être resté dans votre lieu de résidence?	Lieu de résidence		
	Urbain	Rural	Total
Oui	4	96	95
Non	6	94	5
Ne sait pas	-	-	-
Total	100 (457)	100 (743)	100 (1203)

Tableau VII-29

Intention d'aller vivre un jour ailleurs que dans
le village d'origine, selon le statut migratoire (%)

Est-ce que vous avez l'intention de quitter votre village pour aller vivre ailleurs?	Statut migratoire	
	Migrant	Non- migrant
Oui	11	9
Non	83	88
Ne sait pas	6	3
Total	100 (712)	100 (737)

Tableau VII-30

Raisons données par les migrants pour expliquer
leur non-intention d'aller vivre ailleurs (%)

Pourquoi n'avez-vous pas l'intention de quitter un jour le village?	Pourcentage
Ça me plaît ici/c'est mon village.	52
J'ai des responsabilités familiales/ je suis la famille.	31
Autres raisons.	17
Total	100 (559)

Que les interviewés disent ne pas vouloir quitter un jour pour aller vivre définitivement ailleurs est une chose. Mais nous savons qu'ils quittent cependant le village pour des séjours plus ou moins longs à l'étranger. Que peut-on faire sur le plan social ou économique pour que les gens en soient plus tentés de quitter le village? Les migrants proposent plutôt des actions d'ordre économique. Légèrement moins de la moitié propose la construction de barrages et de puits. L'eau étant l'élément le plus important pour la vie du village, son manque amène le départ de beaucoup de paysans. Donc, il n'est pas surprenant que sur le plan économique, cet élément soit le plus mentionné. Le deuxième élément est la création d'emplois salariés pour retenir les gens au village. Notre analyse dans le Tome V nous montrait effectivement que l'élément économique est le facteur le plus important dans le motif du départ. Les non-migrants proposent les mêmes actions économiques mais à un niveau relativement plus bas. Les actions sociales forment 13% des actions proposées par les non-migrants et seulement 9% chez les migrants. En fait, 60% des actions proposées pour retenir les gens au village sont d'ordre économique (Tableau VII-31).

Tableau VII-31

Projets économiques et sociaux à faire réaliser au village pour pouvoir y retenir les gens, par le statut migratoire (%)

Que faudrait-il changer dans la vie sociale et économique du village pour que les gens ne soient plus tentés de le quitter?	Statut migratoire	
	Migrant	Non-migrant
Il faut creuser des puits. Construire des barrages. Faire des routes.	43	36
Créer des emplois salariés.	15	18
Faire de la culture moderne et encourager les gens à cultiver.	11	16
Construction de dispensaire et de maternité.	9	5
Créer des écoles, des centres de formation.	-	8
Autres raisons.	22	17
Total	100 (570)	100 (505)

RECAPITULATION ET CONCLUSIONS GENERALES

Les opinions des interviewés sur le rôle du gouvernement en matière de migration sont assez diversifiées. Cependant, certaines idées maîtresses se dégagent tout au long de l'analyse. Il y a certes un pourcentage relativement important de gens qui ne savent pas ce que le gouvernement doit faire. Mais parmi ceux qui ont exprimé une opinion, la majorité non seulement pense que le gouvernement doit favoriser la migration en général, mais aussi qu'il doit encourager les mouvements des ruraux vers les villes. Une claire majorité se dégage surtout quand il s'agit de l'accord du gouvernement pour permettre à ses ressortissants d'aller travailler à l'étranger.

La raison principale donnée pour expliquer pourquoi le gouvernement doit favoriser ou encourager les migrations se résume à ceci: le gouvernement n'a pas le choix car la Haute-Volta est pauvre, il n'y a pas d'emplois. Le bien-être du migrant, de sa famille et même du gouvernement dépend des biens rapportés de l'étranger. En effet, à l'étranger, il y a abondance de travail et les salaires sont plus élevés, disent 90% des partants (Tableau non montré ici).

Les moyens que le gouvernement peut employer pour favoriser ou encourager les migrations, c'est de créer des emplois, faciliter la recherche de travail au lieu d'arrivée et l'installation des nouveaux arrivants. Cependant, une proportion non négligeable d'interviewés, surtout les non-migrants, pensent que les mouvements doivent être interdits, surtout les mouvements vers l'extérieur. Cette interdiction se fera d'abord en créant des emplois qui retiendront les Voltaïques au pays. Le deuxième moyen préconisé sont les restrictions d'ordre administratif et policier. Disons que la création d'emplois est fortement recommandée par les migrants tandis que les non-migrants parlent de restrictions.

En un mot, la population considère que la migration est obligatoire et nécessaire parce que le gouvernement n'a pas d'autres moyens pour satisfaire les besoins de ses administrés. On déplore cependant certaines conséquences pour la famille et le pays. Le seul moyen efficace que le gouvernement peut employer pour arrêter les migrations, s'il le veut, c'est de créer des emplois qui permettent aux individus d'avoir assez de gains pour satisfaire leur besoin d'argent. L'impression générale est que les individus aussi bien dans les zones urbaines que rurales parlent de travail salarié quand ils disent qu'il n'y a pas de travail ici en Haute-Volta.

Une des institutions qui a pour rôle de procurer du travail aux Voltaïques à la recherche d'emplois, le Centre de la Main-d'Oeuvre, n'est pas connu. Il est par conséquent difficile qu'il arrive à son but. Aussi, les individus recommandent que le gouvernement fasse une grande publicité en faveur de ces centres.

Quant à la colonisation éventuelle des Vallées des Voltas, les gens pensent qu'il y aura des candidats parce que les terres y sont fertiles, mais ils ne sont pas prêts à partir eux-mêmes. Il est à noter que cette réticence pourrait venir du fait que la raison principale des départs est la recherche de l'argent pour satisfaire des besoins autres que de nourriture. En effet, la plupart des interviewés affirment être en mesure de nourrir leur famille et même dans une certaine mesure de payer leur impôt. Après avoir satisfait ces besoins primordiaux, peu ont de l'argent mis de côté pour satisfaire d'autres besoins très souvent identifiés comme:

- achat de vélo/vélocycle/poste radio;
- achat d'habillement;
- achat d'articles ménagers et bijoux.

On comprend donc quand ils disent qu'il n'y a pas d'argent ici en Haute-Volta. Le dilemme du gouvernement et même des individus devant la situation se trouve résumé par cette vieille femme mossi à Bobo-Dioullasso qui, en réponse à la question: "Est-ce que le gouvernement

doit favoriser, interdire ou ne pas s'occuper des migrations?" dit:
"... Si on sait qu'en les empêchant de partir (les migrants), on peut leur trouver du travail, qu'on les arrête. Mais si l'on est pas sûr de leur trouver du travail, on doit les laisser partir..."

Notre analyse montre aussi que beaucoup de non-migrants sont satisfaits de n'avoir pas migré. Les migrants et non-migrants en très forte majorité disent aussi n'avoir pas l'intention de quitter un jour leur village pour aller vivre ailleurs. Cependant, pour que cette intention se concrétise et aussi que les gens acceptent de rester dans les villages, le gouvernement se doit de fournir au village des moyens de se procurer de l'eau, base de toutes les activités et aussi créer des routes pour l'évacuation des produits de culture.

